



Histoire de l'éducation

118 | 2008
École et violence

DREYFUS (Michel) *Une histoire d'être ensemble. La MGEN (1946-2006)*

Paris : Éditions Jacob-Duvernety, 2006. 336 p.

Dominique Lerch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/515>
ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008
Pagination : 157-159
ISBN : 978-2-7342-1117-4
ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Dominique Lerch, « DREYFUS (Michel) *Une histoire d'être ensemble. La MGEN (1946-2006)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 118 | 2008, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/515>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

DREYFUS (Michel) *Une histoire d'être ensemble. La MGEN (1946-2006)*

Paris : Éditions Jacob-Duvernet, 2006. 336 p.

Dominique Lerch

RÉFÉRENCE

DREYFUS (Michel), *Une histoire d'être ensemble. La MGEN (1946-2006)*, Paris : Éditions Jacob-Duvernet, 2006. 336 p.

- 1 C'est au moment où les directives européennes minent la mutualité que paraît, ici ou là, un ouvrage d'historien permettant de prendre un recul nécessaire sur des éléments de la « citadelle » qu'a constituée la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Parmi eux, la Mutuelle générale de l'Éducation nationale (MGEN), née en 1946, est l'héritière d'un double mouvement : idéologiquement, « égalité, fraternité, mutualité » forment une trilogie à l'œuvre dans un courant réformiste, proche du radicalisme, avec l'aide de la loi de 1901 sur les associations ; par ailleurs, la création de cette mutuelle comble un manque, lié à l'exclusion des enseignants de la protection de l'État jusqu'à la Libération. Le pacte de la Libération, qui se défait sous nos yeux, reposait sur quatre piliers : la Sécurité sociale, le statut de la Fonction publique, les nationalisations, les comités d'entreprises. Dans ce contexte, sur fond de rivalité entre mutualistes (l'ancien courant amicaliste ?) et syndicalistes, la MGEN naît le 8 décembre 1946 grâce à Henri Aigueperse, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI), qui confie à Marcel Rivière le soin de regrouper les cent dix mutuelles alors existantes.

Au départ, il s'agissait de gérer la Sécurité sociale du personnel de l'Éducation nationale et de verser des prestations mutualistes complémentaires, supplémentaires ou spécifiques : le handicap est présent dès le départ, de même que la caution des emprunts (sur laquelle l'ouvrage est silencieux), bien qu'il s'agisse d'une zone de rivalité avec le Crédit mutuel. Tout est à inventer, locaux, formation, lien entre le siège et les départements, création d'une culture commune à cent dix mutuelles. Petit à petit, l'idée

de planification l'emporte, une fois achevées la lutte contre la tuberculose (le terrain de La Verrière, acquis en 1949, est affecté en 1960 à la lutte contre les maladies mentales) et l'ère d'expansion, avec Denis Forestier.

L'originalité de l'institution est multiple : importance de la femme enseignante, et donc prise en compte des questions de contraception, d'avortement – une révolution oubliée –, de 1952 au procès de Bobigny, en 1972 ; travail précurseur sur le handicap ; prise en compte des conséquences de l'allongement de la vie ; prise en charge de la santé mentale. La MGEN a été une avant-garde. Son premier déficit, en 1983, l'amène à un changement de politique : par exemple, retenir des lits dans d'autres cliniques au lieu d'en construire, voire, avec Pierre Chevalier, président en 1977, baisser de 16 à 10 % la part du budget affectée aux œuvres sociales. De douloureuses remises en cause interviennent avec l'éclatement de la FEN (1992), la privatisation d'entreprises nationalisées (Renault, 1996), la fin de la planification (2005), la crise du militantisme et la construction européenne. Si, en 1986, on comptait 7 100 mutuelles, en 2004 il en restait 750, et 50 en 2007 ! Surtout, les assureurs privés européens ayant été autorisés à couvrir tous les risques, y compris celui de la complémentaire maladie, les mutuelles ne peuvent plus posséder ou gérer des organismes de soin. Après une crise grave, la Communauté européenne a traduit la France devant la Cour de justice de Luxembourg pour manquement à l'obligation de transposer aux mutuelles les directives concernant les assurances. Une réorganisation des premières a dû avoir lieu. L'exposé d'une identité de non-profit, dans une Europe peu sensible à l'esprit mutualiste, a été tardif par la MGEN et d'autres mutuelles.

Certes, l'ouvrage méconnaît d'autres organismes, comme l'Autonome de solidarité – 600 000 adhérents – dont est issue la Mutuelle accidents élèves (MAE) (p. 193). Une idée des rémunérations des employés, un rappel du « code » de la Fédération nationale de la Mutualité française régissant la part de dédommagement pour quelques militants, l'étude de l'apport de la « garantie emprunt » ou des liens bancaires auraient donné une assise plus forte aux données chiffrées. Quelques critiques courantes dans le milieu des AG (par exemple, la couverture des soins dentaires ou des lunettes) ou leur prise en compte récente auraient justifié des explications. L'étude de la santé mentale des écoliers, lancée au moment de la parution du livre (Libération du 21 mai 2007), aurait mérité un développement. Sans compter l'oubli de la menace d'une gestion des prestations destinées aux personnels de l'Éducation nationale par la Sécurité sociale.

- 2 Il demeure qu'avec dix mille employés, quatre mille administrateurs, la MGEN est la première mutuelle en France. Elle couvre l'assurance maladie de deux millions sept cent mille personnes, et elle est porteuse, avec la Mutuelle assurance des instituteurs de France (MAIF) et d'autres organismes, d'une réflexion sur la place des mutuelles en Europe, c'est-à-dire sur la part faite à ce socialisme utopique, parfois réformiste, qui affirme la possibilité d'une économie du non-profit dont la directive tarde à venir...

AUTEURS

DOMINIQUE LERCH